

T76E65
E88
2008/09
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS

2008-2009

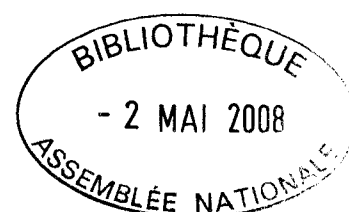
Demande de renseignements généraux
Demande de renseignements particuliers



ÉTUDE DES CRÉDITS

2008-2009

**Demande de renseignements généraux
de l'Opposition officielle
et du deuxième groupe d'opposition**



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

ET DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

1. Organigramme du ministère en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire, incluant le numéro de téléphone.....
2. Liste de toutes les publications du ministère (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services au citoyen) :.....
 - tirage;
 - coût;
 - agence de conception;
 - graphisme;
 - rédacteur;
 - imprimeur;
 - distribution.
3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2007 :.....
 - endroits et dates de départ et du retour;
 - but du voyage;
 - personnes rencontrées;
 - coût;
 - noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre)
 - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.
4. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :.....
 - la liste des ententes signées et/ou annoncées;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - les investissements annoncés.
5. Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.....
6. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :.....
 - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2007-2008 et les prévisions pour 2008-2009;
 - firmes de publicité;
 - mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - le but visé par chaque dépense.

7. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2007-2008 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :.....
 - liste et coût;
 - copie des soumissions;
 - copie du questionnaire et du résultat;
 - firme ayant obtenu le contrat.

8. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2007-2008 à la demande d'un ministère ou d'un organisme :.....
 - liste et coût;
 - copie des soumissions;
 - copie des études;
 - firme ou individu ayant obtenu le mandat;
 - copie du contrat.

9. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2007-2008 en indiquant :.....
 - le nom du professionnel ou de la firme;
 - le montant et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

10. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2007-2008 à une firme de relations publiques en indiquant :.....
 - le nom du professionnel ou de la firme;
 - le montant et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

11. Pour le cabinet ministériel, le montant, pour l'année 2007-2008 (et ventilation pour chaque mois) de chacune des dépenses suivantes :.....
 - la photocopie;
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
 - les téléavertisseurs;
 - le mobilier de bureau;
 - les distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i) au Québec
 - ii) à l'extérieur du Québec.

12. Pour la Direction générale du ministère, le montant, pour l'année 2007-2008 (et ventilation pour chaque mois) de chacune des dépenses suivantes :.....
- la photocopie;
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
 - les téléavertisseurs;
 - le mobilier de bureau;
 - les distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i) au Québec
 - ii) à l'extérieur du Québec
13. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2007-2008 ainsi que les prévisions pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 :.....
- pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.
14. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2007-2008, et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :.....
- nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
15. Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1^{er} avril 2003 :.....
- évolution des effectifs par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.

16. Liste des baux pour les espaces loués de la Société immobilière du Québec en indiquant pour chacun d'eux :.....
 - l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2007-2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail;
 - le propriétaire de l'espace loué.

17. Liste des baux auxquels la Société immobilière du Québec a mis fin en 2007-2008, et prévisions 2008-2009.....

18. Mis à part la SIQ, la liste des firmes en 2007-2008 de qui sont loués des espaces indiquant pour chacune d'elles :.....
 - l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2007-2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail;
 - le propriétaire et/ou le nom de la firme.

19. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription des ministres en 2007-2008.....

20. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1^{er} mars 2008 en indiquant pour chaque individu :.....
 - la date de l'entrée en fonction;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - la description de tâches;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2007;
 - le nombre total d'employés au cabinet;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
 - S'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

21. Liste des sommes d'argent versées en 2007-2008 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant :
 - le nom de l'organisme ou de la personne concerné;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

22. La ventilation détaillée des budgets des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007 et 2007-2008 pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2008-2009, 2009-2010, et 2010-2011.....

23. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :.....
 - le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de la mise en disponibilité
 - la prévision 2008-2009 et 2009-2010.

24. Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnel.....

25. Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :.....
 - nom de la personne;
 - poste occupé;
 - salaire;
 - assignation initiale;
 - date de l'assignation hors structure;
 - date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.

26. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :.....
 - assignation initiale;
 - assignation actuelle;
 - salaire;
 - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

27. Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :
 - assignation initiale;
 - assignation actuelle;
 - salaire;
 - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

28. Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :
 - le salaire de la personne;
 - le montant reçu du régime de retraite.
29. Liste détaillée du matériel informatique (année et mois d'acquisition, modèle et la somme dépensée).....
30. Liste de tous les abonnements du ministère ainsi que le coût de chacun : .
 - service Internet d'information;
 - livres;
 - journaux;
 - magazines;
 - bulletins électroniques et/ou papiers;
 - clubs privés ou autres;
 - billets de saison;
 - etc.
31. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :
 - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
 - les coûts de construction du site;
 - le coût de l'entretien et de la mise à jour;
 - qui est responsable du contenu sur le site;
 - quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
 - le nombre de visiteurs (hits) par mois;
 - combien de fois le site a –t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?
32. Dépenses effectuées en 2007-2008 (et ventilation pour chaque mois) dans les technologies de l'information :
 - téléphonie;
 - matériel informatique;
 - logiciels;
 - programmation;
 - formation.
33. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.....
34. Liste et copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.
35. Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.

36. Toutes les études commandées en 2007-2008 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.
37. Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.
38. Liste des services octroyés au Centre de services partagés du Québec ainsi que les coûts assumés par chacun des ministères ou organismes publics et parapublics pour ces services.
39. Économies réalisées par les ministères ou organismes publics et parapublics grâce au recours au Centre de services partagés du Québec...
40. Nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.....
41. Les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2007-2008 et ceux prévus pour 2008-2009.
42. Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.
43. Le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.
44. Nominations, depuis le 1^{er} mai 2007, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs :
 - liste;
 - mandats;
 - contrats;
 - résultat du travail effectué;
 - échéances prévues;
 - sommes impliquées.
45. Pour 2007-2008, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
46. Les montants déboursés en 2007-2008 ainsi que les prévisions pour 2008-2009 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

47. Liste et copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.
48. Liste et copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.
49. Nombre de demandes d'accès à l'information pour 2007-2008.....
 - nombre de refus;
 - nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours;
 - nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours.
50. Liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres.....
 - coûts;
 - nombre de ressources affectées;
 - nombre de rencontres;
 - nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
51. Le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis le 1^{er} avril 2007.....
52. Le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2007-2008 et les mesures prises pour chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.
53. Liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant la nombre de femmes nommées.
54. Liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2007-2008.
55. Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires.
56. Prévisions de croissance économique effectuées par le ministère ou l'organisme visé pour 2008-2009 et 2009-2010.
57. Liste de tous les contrats octroyés sans appel d'offres par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2007-2008 en indiquant :
 - le nom du professionnel ou de la firme;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
58. Le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2007-2008.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

1. ORGANIGRAMME

Organigramme du ministère en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire, incluant le numéro de téléphone.

**La réponse à cette question n'est pas pertinente
à l'étude des crédits**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

2. PUBLICATIONS

Liste de toutes les publications du ministère (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services aux citoyens): - tirage; - coût; - agence de conception; - graphisme; - rédacteur; - imprimeur; - distribution.					
Document	Tirage	Distribution	Agence de conception graphisme	Imprimeur	Coût total
Aide-mémoire – Progiciel pour réaliser l'équité salariale en un coup d'œil	200	76		Transcontinental Québec Inc.	705 \$
Info-Équité L'Affichage	300	33		Transcontinental Québec Inc.	1 465 \$
Info-Équité : Le maintien de l'équité salariale	400	261			
Guide pour réaliser l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées, 2 ^e édition, octobre 2003	1200	1235		Transcontinental Québec Inc.	5 468 \$
CD-ROM - Progiciel pour réaliser l'équité salariale - Version 1.6.2 Avril 2005	300	120		Contact Visuel	722 \$
Info-Équité : Choix d'une ressource externe	500	218	Ose Design	Transcontinental Québec Inc.	1 270 \$
Info-Équité : L'entreprise en quelques mots	500	217			
Info-Équité : La possibilité d'établir des programmes distincts	700	256			
Outils du progiciel	165	50		CopieXpress	1920 \$
Carton satisfaction clientèle	1000	561		Transcontinental Québec	635 \$
Dépliant : Vous voulez déposer une plainte	500	386		Transcontinental Québec	725 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

2. PUBLICATIONS

Liste de toutes les publications du ministère (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services aux citoyens): - tirage; - coût; - agence de conception; - graphisme; - rédacteur; - imprimeur; - distribution.					
Dépliant : Une Juste Mesure	2500	1557		CopieXpress	982 \$
Commission de l'équité salariale, rapport annuel de gestion 2006-2007	150	132	Ose Design	Transcontinental Québec	5 165 \$
Info-Équité : L'évaluation des emplois – Prendre en compte les caractéristiques et les exigences des emplois féminins (réédition octobre 2005)	200	198		Transcontinental Québec Inc.	225 \$
Brochure : Are salaries still gender-based ? (version anglaise de la brochure Le salaire-a-t-il encore un sexe ?)	1000	179		Transcontinental Québec Inc.	1 689 \$
Brochure : Le salaire a-t-il encore un sexe ?	2000	2413		Transcontinental Québec Inc.	1 987 \$
Manuel de formation générale	1500	1500		CopieXpress	1 818 \$
Reprographie de divers documents d'information déjà produits	2 362	605	Commission de l'équité salariale	Reprographie gouvernementale	1 984 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

3. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2007

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM DES PARTICIPANTS
Edmunston (25 mai 2007) Moncton (26 mai 2007)	Dîner-causerie : Présentation du Rapport 2006 sur la Loi sur l'équité salariale.	Anne-Marie Gammon, présidente Coalition pour l'équité salariale Denyse Mazerolle, vice-présidente Élizabeth Coburn, représentante autochtone Johanne Perron, coordonnatrice de la Coalition Wendy Joluston, conseil consultative sur la condition de la femme au Nouveau-Brunswick	1 050 \$	Hélène Massé, C.É.S. Carole Bissonnette, municipalité de St-Constant André Marcotte, directeur Carmelle Robichaud, ministre Hedard Albert, ministre

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

4. MISSION À L'ÉTRANGER

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés.

**La réponse à cette question est incluse
aux questions 3 et 45.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION
L'OPPOSITION OFFICIELLE**

5. VOYAGES EN AVION

Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.

**La réponse à cette question
est incluse à la question 3.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

6. DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES
PROMOTIONNELS

Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels : - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2007-2008 et les prévisions pour 2008-2009; - firmes de publicité; - mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; - le but visé par chaque dépense.			
- Firmes de publicité :		S/O	
- Mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) :		S/O	
- Le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes :		Voir tableau ci-dessous	
- Le but visé par chaque dépense :		1 Pour informer les employeurs 2 Pour informer les travailleuses 3 10 ^e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'équité salariale (voir tableaux ci-dessous)	
Titre	Type	Fournisseur	Coût
1) Pour informer les employeurs			
Création et production d'une pochette de presse, couverture et dos avec l'image institutionnelle de la CÉS	Promotion	Ose Design	950 \$
Offrez-vous une formation sur l'équité salariale	Publicité	Magazine PME	2 000 \$
		Ose Design.	375 \$
L'équité salariale un outil de gestion pour les entreprises	Publicité	Capital-Québec ¹	
		Ose Design	295 \$
2) Pour informer les travailleuses			
L'équité salariale au cœur des droits des travailleuses depuis 1997	Publicité	La Gazette des femmes	750 \$
		Ose Design	550 \$
Différents articles de promotion	Promotion	Publicité Cantin	3 588 \$
		Ose Design	195 \$
3) 10^e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'équité salariale			
Prise de photos à la Bibliothèque de l'Assemblée Nationale	Photographe	Guy Couture	215 \$

¹ La facturation pour le placement publicitaire sera faite en mai 2008.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

7. SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2007-2008 À LA DEMANDE DES CABINETS, DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, MINISTÈRES, ORGANISMES, SOCIÉTÉS, RÉGIES ET COMMISSIONS

Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2007-2008 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie du questionnaire et du résultat;
- firme ayant obtenu le contrat.

Aucun sondage n'a été effectué durant l'exercice 2007-2008.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

8. ÉTUDES COMMANDÉES DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2007-2008

Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2007-2008 à la demande d'un ministère ou d'un organisme :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie des études;
- firme ou individu ayant obtenu le mandat;
- copie du contrat.

Aucune étude n'a été réalisée durant l'exercice 2007-2008.

MISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

9.A LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008 EN INDIQUANT : - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Jean-Claude Langevin	Fournir des services professionnels de conseiller en administration – formation du directeur.	8 500 \$
Jean-Claude Langevin	Fournir des services professionnels de conseiller en administration – formation de la personne à la gestion des ressources financières.	16 000 \$
Jean-Claude Langevin	Fournir des services professionnels de conseiller en administration – coordination et implantation de SAGIR.	24 000 \$
Drake International inc.	Secrétaire engagée pour la Direction des affaires juridiques pour une période de 11 semaines.	4 830 \$
Groupe Renaud	Programme d'aide aux employés.	6 000 \$
Dolbec Transport 1993 inc.	Déplacement du personnel à l'interne.	1 163 \$
Via Rail	Achat de billets économiques Montréal/Québec.	4 370 \$
Collège François-Xavier Garneau	Fournir des services en matière de captation et de transcription d'enregistrements audio, en vue de concevoir, de développer et de mettre en ligne en mode asynchrone, un programme de formation expliquant d'une manière détaillée la loi sur l'équité salariale.	13 700 \$
École nationale d'administration publique (ENAP)	Formation à la gestion publique (2 cadres).	7 200 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

9.B LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008 EN INDIQUANT : - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Ose Design inc.	Création d'un bouton pour le site WED pour la tournée de formation 2007 – création, production et impression de couvertures pour la tournée de formation 2007.	1 649 \$
Ose Design inc.	1500 crayons promotionnels pour la tournée de formation 2007.	1 350 \$
Paranthèses Communications	Rédaction du plan de communication annuel.	4 500 \$
Société Plan de Vol inc.	Mise en ligne de la «Version Internet de la Loi sur l'équité salariale et du manuel du délégué».	6 435 \$
Société Plan de Vol inc.	Formation et soutien à la production et l'envoi de la veille et la gestion de la liste d'abonnés.	1 500 \$
Société Plan de Vol inc.	Formation IdSide et Dreamwever.	1 320 \$
Ose Design inc.	Création et production du «Rapport annuel de gestion 2006-2007».	2 850 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

9.B LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008 EN INDIQUANT : <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Ose Design inc.	Création et production d'une «image institutionnelle».	2 500 \$
Société Plan de Vol inc.	«Formation et soutien à la production et l'envoi de la veille et la gestion de la liste des abonnés.»	1 500 \$
Gazette officielle du Québec	Publication de documents «Modifications à la Loi».	1 737 \$
CopiExpress enr.	Impression et montage d'un document intitulé «Outil du progiciel» en couleur.	1 920 \$
CopiExpress enr.	Impression et montage d'un document intitulé «Manuel d'accompagnement : formation générale».	1 818 \$
Imprimeries Transcontinental S.E.N.C.	Impression et montage d'un document intitulé «Guide pour réaliser l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées, 2 ^e édition, octobre 2003».	2 368 \$
Imprimeries Transcontinental S.E.N.C.	Info-équité «Le maintien de l'équité salariale».	1 035 \$
National Event Management	2 Salons Nationaux de la femme à Québec et Montréal.	3 410 \$
Publicité Cantin	Production de divers articles promotionnels.	3 587 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

9.C LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008 EN INDIQUANT : - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Direction des stratégies et partenariats d'affaires – CSPQ Appel d'offres	Soutien à la production d'un appel d'offre pour la mise à jour du progiciel « Pour réaliser l'équité salariale ».	4 500 \$
Kerr Norton et Elsys Systèmes	Achat de cartouches d'encre.	1 760 \$
Hypertec Système inc.	Achat d'un portable.	1 700 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

9.D LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008 EN INDIQUANT : - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DE TRAVAIL (MISSION)		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Valiquette ressources humaines	Réalisation des enquêtes sur un premier groupe de plaintes impliquant le Conseil du trésor et portant sur les programmes d'équité salariale réalisés pour l'entreprise de la fonction publique et l'entreprise du secteur parapublic.	20 500 \$
Valiquette ressources humaines	Réaliser des enquêtes sur un deuxième groupe de plaintes impliquant le Conseil du trésor et portant sur les programmes d'équité salariale réalisés pour l'entreprise de la fonction publique et l'entreprise du secteur parapublic.	20 500 \$
Valiquette ressources humaines	Service pour réaliser une enquête à l'initiative de la Commission.	12 000 \$
Ministre des Finances du Québec (Assemblée nationale)	Cocktail pour souligner le 10 ^e anniversaire de la Loi sur l'équité salariale.	4 610 \$
Le Cabinet de relations publiques National inc.	Formation de porte parole et conseils stratégiques et accompagnement en matière de communications. (fin juin à octobre 2007)	19 000 \$
Le Cabinet de relations publiques National inc.	Conseils stratégiques et accompagnement en matière de communications. (octobre 2007)	4 610 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

9.D LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008 EN INDIQUANT : - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DE TRAVAIL (MISSION)		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Le Cabinet de relations publiques National inc.	Préparer et organiser les événements soulignant le 10 ^e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'équité salariale. (novembre 2007 à mars 2008)	20 000 \$
Cossette communication inc.	Conseiller stratégiquement et accompagner la Commission en matière de communications externes. (avril à juin 2007)	6 600 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

10. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OU DE PLUS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008 À UNE FIRME DE RELATIONS PUBLIQUES EN INDIQUANT : - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
	<p>La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 9.</p>	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

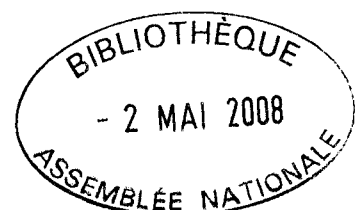
**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

**11. POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2007-2008, DE
CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :**

**Pour le cabinet ministériel, le montant, pour l'année 2007-2008, de chacune des dépenses
suivantes :**

- la photocopie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute
session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec;
 - b) à l'extérieur du Québec.

**La réponse à cette question
est incluse dans la réponse à la question 12.**



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

12. POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2007-2008 DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES

Pour la Direction générale du ministère, le montant, pour l'année 2007-2008, de chacune des dépenses suivantes : - la photocopie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec; b) à l'extérieur du Québec.	
Dépenses de photocopie	23 500 \$
Dépenses de téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les « Black Berry »	6 400 \$
Dépenses d'ordinateurs portables (incluant la garantie)	1 700 \$
Dépenses de téléavertisseurs	S/O
Dépenses de mobilier de bureau	12 775 \$
Dépenses de distributeurs d'eau de source	1 500 \$
Dépenses de frais de déplacement :	
➤ Transport	63 616 \$
➤ Hébergement	30 657 \$
➤ Frais de repas	24 848 \$
Dépenses applicables à des congrès, colloques et sessions de type perfectionnement ou ressourcement :	
a) au Québec	30 908 \$
b) à l'extérieur du Québec (Edmundston)	1 050 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

13. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGIOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (DE CHAQUE MINISTÈRE ET POUR CHACUN DES ORGANISMES RELEVANT DE SA COMPÉTENCE) POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...) PAR MINISTÈRE, PAR CABINET MINISTÉRIEL ET PAR ORGANISME POUR 2007-2008 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

TRANCHES D'ÂGE :

* Inclut le personnel régulier et occasionnel assujéti à la Loi sur la fonction publique. Les prévisions pour les groupes cibles pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ne sont pas disponibles.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DE CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

14. À CHACUN DES MOIS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2007-2008, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION), ET CE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.):

CONGÉS DE MALADIE*				VACANCES (JOURS)				TEMPS SUPPLÉMENTAIRE (HEURES)			
Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	RÉALISÉES	PAYÉES	COMPENSEES	
								Prof.	Fonct.	Prof.	Ouvr.
AVRIL	56,0	31,5		2,0	26,5	7,0		56,56	35,50	6,50	26,25
MAI	41,5	39,0		8,0	22,0	1,0		231,90	69,50	53,00	30,00
JUIN	20,5	9,0		5,0	74,5	26,5		160,22	17,50	12,25	14,50
JUILLET	41,0	7,0		7,0	201,0	103,5		18,91	17,25	8,75	17,25
AOÛT	53,5	9,5		28,0	232,5	77,5		25,47	1,25	4,00	1,25
SEPTEMBRE	43,5	6,0		1,0	33,5	6,0		85,22	37,75	11,00	37,75
OCTOBRE	39,0	11,0		0,0	13,5	10,5		100,73	26,00	36,25	26,00
NOVEMBRE	61,0	7,5		0,0	12,0	0,5		131,48	73,25	65,75	52,75
DÉCEMBRE	53,5	11,0		5,0	51,0	34,5		34,75	31,50	7,00	29,00
JANVIER	61,0	10,0		2,0	48,0	21,5		88,89	22,75	30,75	22,75
FÉVRIER	35,0	17,5		0,0	12,0	5,5		166,54	21,50	57,00	14,50
MARS	21,0	0,0		0,0	1,0	0,0		3,66	0,00	0,00	0,00
TOTAL	526,5	159,0		58,0	727,5	294,0		1 104,33	353,75	292,25	272,00
										812,08	81,75

Inclut le personnel régulier et occasionnel. Exclut les membres de la haute direction.

*Sont comptabilisés dans les congés de maladie les codes 120 (maladies), 246 (assurance salaire P2), 248 (assurance salaire P3) et 270 (délai de carence).

D) NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE : 0

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

15. CONCERNANT LES EFFECTIFS, ET CE, POUR CHACUN DES EXERCICES
BUDGÉTAIRES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2003 :

- évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.

	Québec	Montréal	TOTAL

La réponse à cette question sera transmise par le
Conseil du trésor.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

16. BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIQ

Liste des baux pour les espaces loués de la Société immobilière du Québec en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2007-2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué.

- La superficie inoccupée : NUL

Tant au bureau de Québec qu'à celui de Montréal, tous les espaces sont occupés à 100%.

- Les coûts d'aménagement réalisés en 2007-2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés :

Bureau de Montréal :

de mai 2007 à juillet 2007

- Montage d'une nouvelle salle de conférence;
- Déplacement de classeurs et de mobilier;
- Déplacement d'imprimante, ajout de colonnettes

Frais de main-d'œuvre uniquement 913 \$

Bureau de Québec :

de juillet 2007 à novembre 2007

- Déplacement de 2 aires de travail (main-d'oeuvre) 245 \$
- Aménagement et déplacement de 29 aires de travail 3 190 \$
- Construction d'un mur d'environ 8 pieds pour l'installation des étagères de la bibliothèque (électricité, travaux de peinture et main-d'œuvre inclus) 3 495 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

17. BAUX AUXQUELS LA SIQ A MIS FIN

Liste des baux auxquels la Société immobilière du Québec a mis fin en 2007-2008 et prévisions 2008-2009.

**La réponse à cette question sera transmise par le ministère des
Services gouvernementaux.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

18. BAUX AUTRES QUE CEUX DE LA SIQ

Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2007-2008 de qui sont loués des espaces indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2007-2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire et/ou le nom de la firme.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

**19. COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX EFFECTUÉS
DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS ET DANS LEUR BUREAU DE
CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES EN 2007-2008**

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription des ministres en 2007-2008

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

20. LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES AU 1^{ER} MARS 2008

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1 ^{er} mars 2008 en indiquant pour chaque individu :				
NOM	ENTRÉE EN FONCTION	TITRE DE FONCTION	PORT D'ATTACHE	MEMBRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
S/O				

Montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2007

Non pertinent à l'étude des crédits.

Nombre total d'employés au cabinet

Non pertinent à l'étude des crédits.

Nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée

Non pertinent à l'étude des crédits.

S'il a ou non signé les directives du Premier ministre

Non pertinent à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

21. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

Liste des sommes d'argent versées en 2007-2008 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant:

- le nom de l'organisme ou de la personne concerné;
- la circonscription électorale;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

22. DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT
FÉDÉRAL EN 2006-2007 et 2007-2008

La ventilation détaillée des budgets des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007 et 2007-2008 pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

23. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- la prévision 2008-2009 et 2009-2010.

**La réponse à cette question sera transmise par le
Conseil du trésor.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

- 24. MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE POUR EFFECTUER LA PLANIFICATION DES DÉPARTS À LA RETRAITE, DES EMBAUCHES ET DU RENOUVELLEMENT DES CONTRATS D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS**

Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.

**La réponse à cette question est non pertinente
à l'étude des crédits.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

25. PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...) RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE

Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

- | | |
|-------------------------------------|---|
| - Nom de la personne : | Richard Beaulieu |
| - Poste occupé : | Cadre 3 au SCT – Direction générale des relations de travail
(Monsieur Beaulieu a été reclassé professionnel depuis le 4 septembre 2007) |
| - Salaire annuel : | 102 822 \$ |
| - Assignation initiale : | 8 janvier 2005 |
| - Date de la fin de l'assignation : | Retraite le 23 octobre 2008 |

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

26. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES
ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

27. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON
GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

28. PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI RECEVANT UNE DOUBLE
RÉMUNÉRATION

Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- le salaire de la personne;
- le montant reçu du régime de retraite.

S/O

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

29. MATÉRIEL INFORMATIQUE

Liste détaillée du matériel informatique (année et mois d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

30. ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS

Liste de tous les abonnements du ministère ainsi que le coût de chacun :	
<ul style="list-style-type: none"> - services Internet d'information; - livres; - journaux; - magazines; - bulletins électroniques et/ou papiers; - clubs privés ou autres; - billets de saison; - etc. 	
L'Actualité	31 \$
Les Affaires	60 \$
Le Devoir (Québec / Montréal)	351 \$
The Gazette (Québec / Montréal)	370 \$
Gazette des femmes (2)	50 \$
Jobboom	30 \$
Journal de Montréal	135 \$
La Presse ltée (Québec / Montréal)	322 \$
Le Soleil (Québec / Montréal)	465 \$
Gazette officielle du Québec, partie 2-Lois et règlements	239 \$
Agenda	113 \$
Communication et communicateurs au Québec	71 \$
SOCAN (attente musicale)	99 \$
130 Lois refondues du Québec - MAJ 75 et 76	905 \$
Droit du travail express	524 \$
Guide pratique accès et protection de l'information (MAJ 11)	117 \$
Accès à l'information – Loi annotée (MAJ 11, 12, 13)	248 \$
Accès à l'information express	58 \$
Accès REJB	1 140 \$
Charte canadienne des droits et libertés	130 \$
Code civil du Québec (Québec / Montréal)	103 \$
Code de procédure civil	52 \$
Formulaires de procédure civile	50 \$
Code du travail	90 \$
Droits de la personne et les relations du travail (2)	140 \$
Éthique publique	50 \$
Lois du travail (5 copies)	256 \$
Recueil de politiques de gestion	148 \$
Tribunaux administratifs du Québec (2)	263 \$
Lois sur les normes du travail	180 \$
Accès à l'information et protection des renseignements personnels	248 \$
Alter ego	180 \$
Publication CCH ltée (accès à l'information et protection des renseignements personnels – M-A-J # 11	258 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

31. SITE INTERNET

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

- Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Première version : Global Internet Deuxième version : Néomédia
- Les coûts de construction du site :	Construction : 2 930 \$ (1997-2001) Voir note (1) Réfection : 19 019 \$ (2001-2003) Voir note (2)
- Les coûts de l'entretien et de la mise à jour :	22 235 \$
- Qui est responsable du contenu sur le site :	Johanne Tremblay Responsable des Communications - adjoindte à la présidente
- Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour :	Hebdomadaire ou au besoin
- Le nombre de visites (hits) par mois :	7 550 visites
- Combien de fois le site a-t-il été refait?	1 fois
- Quel a été le coût?	19 019 \$
- Quels sont les critères qui ont justifié les changements?	Voir note (2)

(1) **Construction :** En octobre 1997, la conception du site Internet a été confiée à la firme Global Internet. Cette firme a construit le site à partir des indications données par la Direction des communications au moment de la création de la Commission de l'équité salariale.

(2) **Réfection totale du site :** Une réfection totale du site par la firme Néomédia a été complétée en octobre 2003 pour tenir compte de l'augmentation des informations à publier sur le site de la Commission. Les modifications permettent un repérage de l'information mieux adapté aux besoins des clientèles de la Commission. Une gestion dynamique de certains contenus facilite la mise à jour de l'information dans plusieurs sections du site, ce qui réduit le temps consacré à l'entretien du site tout en favorisant une plus grande accessibilité des informations sur Internet.

Coûts reliés au site de la Commission	1997-2002	2002-2007	2007-2008	TOTAL
Construction				
1ère version (Global Internet)				
Construction et entretien d'un site statique	2 930 \$			2 930 \$
2 ^e version (Néomédia)				
Réfection du site (gestion dynamique)	12 410 \$	6 609 \$		19 019 \$
Entretien et mise à jour				
Services professionnels : entretien, ajouts, modifications, adaptations de contenus, intégration de fonctionnalités nouvelles				
Néomédia		13 685 \$		13 685 \$
Société plan de vol inc.		4 320 \$	4 230 \$	8 550 \$

(3) Ce montant est le paiement final d'un contrat débuté en 2006-2007; donc présenté à l'Étude des crédits de cette même année.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

**32. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2007-2008 (ET VENTILATION POUR CHAQUE MOIS)
DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION**

Dépenses effectuées en 2007-2008 (et ventilation pour chaque mois) dans les technologies de l'information :

- téléphonie;
- matériel informatique;
- logiciels;
- programmation;
- formation.

- Téléphonie :	500 \$
- Matériel informatique :	6 122 \$
- Logiciels :	4 640 \$
- Programmation :	32 900 \$
- Formation :	1 560 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

33. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉQUITÉ SALARIALE

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

**La réponse à cette question sera transmise
par le Conseil du trésor.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

**34. CONTRATS OCTROYÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE
ET DE MODERNISATION DE L'ÉTAT**

Liste et copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.

**La réponse à cette question est incluse
dans la réponse à la question 9.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

**35. SONDAGES COMMANDÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE
RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT**

Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.

**La réponse à cette question est incluse
dans la réponse à la question 7.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

**36. ETUDES COMMANDÉES EN 2007-2008 SUR LA PRIVATISATION OU
L'IMPARTITION DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

Toutes les études commandées en 2007-2008 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.

**La réponse à cette question sera transmise
par le Conseil du trésor.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

**37. SOLUTIONS PROPOSÉES DANS LE CADRE DES TRAVAUX PORTANT SUR LA
RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT À LA DEMANDE DU CONSEIL EXÉCUTIF, DU
CONSEIL DU TRÉSOR OU DES COMITÉS FORMÉS PAR LE GOUVERNEMENT**

**Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande
du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.**

**La réponse à cette question sera transmise
par le Conseil du trésor.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

- 38. LISTE DES SERVICES OCTROYÉS AU CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC AINSI QUE LES COÛTS ASSUMÉS POUR CES SERVICES**

Liste des services octroyés au Centre de services partagés du Québec ainsi que les coûts assumés par chacun des ministères ou organismes publics et parapublics pour ces services.

**La réponse à cette question sera transmise
par le ministère des Services gouvernementaux.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

**39. ÉCONOMIES RÉALISÉES GRÂCE AU RECOURS AU CENTRE DE SERVICES
PARTAGÉS DU QUÉBEC**

Économies réalisées par les ministères ou organismes publics et parapublics grâce au recours au Centre de services partagés du Québec.

**La réponse à cette question sera transmise
par le ministère des Services gouvernementaux.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

**40. NOMBRE DE RÉUNIONS DES COMITÉS MINISTÉRIELS SUR L'ORGANISATION
DU TRAVAIL**

Nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.

**La réponse à cette question n'est pas pertinente
à l'étude des crédits.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

41. SÉCURITÉ DES MINISTÈRES

Les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2007-2008 et ceux prévus pour 2008-2009.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

42. MODIFICATION À UNE DIRECTIVE EXISTANTE OU TOUTE NOUVELLE DIRECTIVE À L'ÉGARD DE LA CIRCULATION ET LA CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION

Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

**43. GRIEFS FORMULÉS À L'ÉGARD DES POLITIQUES MINISTÉRIELLES VISANT À
ASSURER LA CONFIDENTIALITÉ DES INFORMATIONS**

Le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.

**La réponse à cette question n'est pas pertinente
à l'étude des crédits.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

**44. NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2007, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES,
NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS**

Nominations, depuis le 1^{er} avril 2007, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs :

- liste;
- mandats;
- contrats;
- résultat du travail effectué;
- échéances prévues;
- sommes impliquées.

**La réponse à cette question
est incluse aux questions 9 et 10.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

- 45. POUR 2007-2008, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES
TOURNÉES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS
DU QUÉBEC**

Pour 2007-2008, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

- 46. MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2007-2008 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2008-2009 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL POUR LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE, LES CONTRATS OCTROYÉS, LES ÉCHÉANCES PRÉVUES**

Les montants déboursés en 2007-2008 ainsi que les prévisions pour 2008-2009 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

**La réponse à cette question sera transmise
par le ministère des Services gouvernementaux.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

47. AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYING

Liste et copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.

**La réponse à cette question n'est pas pertinente
à l'étude des crédits.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

48. AVIS DEMANDÉS À LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

Liste et copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.

**La réponse à cette question n'est pas pertinente
à l'étude des crédits.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

49. NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION POUR 2007-2008

Nombre de demandes d'accès à l'information pour 2007-2008 :

- nombre de refus;
- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours;
- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours.

**La réponse à cette question n'est pas pertinente
à l'étude des crédits.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

50. MANDATS CONFIÉS À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU
CONSEIL DES MINISTRES

<p>Liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :</p> <ul style="list-style-type: none">- coûts;- nombre de ressources affectées;- nombre de rencontres;- nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.	
<p>La réponse à cette question est incluse dans la réponse aux questions 11 et 20.</p>	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

51. NOMBRE D'ETC AUTORISÉS ET NON COMBLÉS DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2007

Le nombre d'ETC autorisés et non comblés depuis le 1^{er} avril 2007.

**La réponse à cette question n'est pas pertinente
à l'étude des crédits.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

52. MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS POUR FERMER L'ANNÉE 2007-2008

Le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2007-2008 et les mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.

**La réponse à cette question sera transmise
par le Conseil du trésor.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

53. LISTE DES NOMINATIONS EFFECTUÉES PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL
DES MINISTRES

Liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées.

La réponse à cette question n'est pas pertinente
à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

54. MONTANTS VERSÉS À DES TRAITES EN 2007-2008

Liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2007-2008.	
TRAITEURS	MONTANT
Buffet Clémentine	191 \$
Buffet du passant	1 806 \$
Service de buffet Van Houtte	614 \$
Hôtel Delta (Québec)	431 \$
Ministre des Finances du Québec (Assemblée Nationale)	4 610 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

- 55. COPIE DES PARTIES ACCESSIBLES AU PUBLIC DE TOUS LES MÉMOIRES AU CONSEIL DES MINISTRES QUI ONT UNE INCIDENCE SUR LES CRÉDITS BUDGÉTAIRES**

Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires.

**La réponse à cette question n'est pas pertinente
à l'étude des crédits.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

- 56. PRÉVISION DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE EFFECTUÉE PAR LE MINISTÈRE
OU L'ORGANISME VISÉ POUR 2008-2009 ET 2009-2010**

**Prévision de croissance économique effectuée par le ministère ou l'organisme visé pour 2008-2009
et 2009-2010.**

**La réponse à cette question sera transmise
par le ministère des Finances.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

57. LISTE DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS SANS APPEL D'OFFRES PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008

Liste de tous les contrats octroyés sans appel d'offres par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2007-2008 en indiquant :

- le nom du professionnel de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Tous les contrats octroyés par la Commission cette année l'ont été dans un processus de gré à gré. Toutefois, cinq (5) fournisseurs de services ont été rencontrés avant d'octroyer les contrats confiés à la firme de communications et de relations publiques « Le Cabinet des relations publiques National Inc. »

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION**

58. NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIES D'ÂGE EN 2007-2008

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2007-2008.

**La réponse à cette question n'est pas pertinente
à l'étude des crédits.**

ÉTUDE DES CRÉDITS

2008-2009

**Demande de renseignements particuliers
de l'opposition officielle**



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Table des matières

1. Pour toutes les sociétés (OBSL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :
 - a) date et contexte de création;
 - b) nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant, le cas échéant, les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur c.v.;
 - c) indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin;
 - d) indiquer le budget dévolu.
2. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2007-2008, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.
3. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2007-2008, indiquer :
 - a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
 - b) l'organigramme détaillé de la commission (nom, titre, fonction);
 - c) la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
 - d) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;
 - e) leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.
4. Pour l'année 2007-2008, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.
5. Pour l'année 2007-2008, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité.
6. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2007-2008 et comparaison avec les quatre dernières années.
7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2007-2008.
8. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2007-2008.
9. Pour tout organisme relevant du ministre, concernant le bureau de la présidence :
 - a. nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
 - b. liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
 - c. frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
 - d. liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.
10. Liste et copie de tous les sondages et de toutes les recherches commandés en 2007-2008 en incluant les coûts ainsi que la liste et les copies de tous les travaux effectués dans le cadre de la rédaction de rapport et des appels d'offre.
11. Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Table des matières (suite)

12. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec (SIQ) pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2007-2008. Valeur du mandat.
13. Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission par année depuis sa création.
14. État de réalisation et des travaux en cours de la Commission.
15. Depuis la création de la Commission, sommes investies en publicité ou campagne d'information, ventilation par année, par public-cible (employeur ou employé(e)) et par type de médias.
16. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la *Loi sur l'équité salariale*.
17. Nombre de décisions rendues par la commission à ce jour et nature des décisions ainsi que la liste et un résumé des décisions rendues.
18. Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale.
19. Nombre de plaintes déposées à la Commission de l'équité salariale en vertu de la *Loi sur l'équité salariale*. Aperçu des plaintes et état d'avancement de celles-ci.
20. Nombre d'amendes données par la Commission en vertu du chapitre VII de la *Loi sur l'équité salariale*, ventilation par montant des amendes, type d'infraction, secteur d'activité des employeurs.
21. Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones).
22. Liste de tous les contrats de moins de 25 000 \$ octroyés à des particuliers ou des entreprises, incluant le nom du particulier ou de l'entreprise, le montant et la nature du contrat. Pour une entreprise, le nom de la personne en charge du contrat pour cette entreprise, ainsi que le nom du (ou des) propriétaire(s) de l'entreprise.
23. Combien d'entreprises (chiffre et pourcentage) ont terminé une démarche d'équité salariale, incluant celles qui ont fait une démarche, mais n'ont pas constaté d'écart salarial entre les emplois à prédominance féminine et les emplois à prédominance masculine. Inclure la méthodologie qui sous-tend le calcul.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. POUR TOUTES LES SOCIÉTÉS (OSBL) CRÉÉES PAR LE MINISTÈRE OU PAR UN DES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU D'UNE DES SOCIÉTÉS RELEVANT DU MINISTÈRE DANS LES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :

- a) Date et contexte de création;**
- b) Nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant, le cas échéant, les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur c.v.;**
- c) Indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin;**
- d) Indiquer le budget dévolu.**

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2007-2008, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2007-2008

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2007-2008, indiquer :

- a) La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
- b) L'organigramme détaillé de la commission (nom, titre, fonction);
- c) La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
- d) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;
- e) Leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

- a) La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration

S/O

- b) L'organigramme détaillé de la commission (nom, titre, fonction)

- c) La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;

Mme Carole Robertson, commissaire

10-05-2004 au 09-05-2008

- d) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;

Me Louise Marchand, présidente

26-06-2007 au 26-06-2012

Me Marie Rinfret, commissaire

26-06-2007 au 26-06-2012

- e) Leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

Total : 22 403 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Pour l'année 2007-2008, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

Aucun.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Pour l'année 2007-2008, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

Aucun.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS EN 2007-2008 ET COMPARAISON AVEC LES QUATRE DERNIÈRES ANNÉES

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2007-2008 et comparaison avec les quatre dernières années.

Année	Nombre d'employés occasionnels	Pourcentage d'employés occasionnels par rapport à l'effectif total en poste
2007-2008	8	14 %
2006-2007	5	9 %
2005-2006	9	15 %
2004-2005	9	14 %
2003-2004	7	11 %

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS POUR 2007-2008

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2007-2008.

Employés occasionnels devenus permanents : 1

Pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents : 1,75 %

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 8. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'ANNÉE 2007-2008**

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2007-2008.

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST FOURNIE DANS LE CAHIER EXPLICATIF
DES CRÉDITS 2008-2009 DU PORTEFEUILLE ET DANS LA RÉPONSE
À LA QUESTION 52 DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE

Pour tout organisme relevant du ministre, concernant le bureau de la présidente :

- a) nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
- b) liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
- c) frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
- d) liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

a) Nombre de rencontres, repas ou de réunions : 14

Frais afférents : 7 652 \$

b) Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre :

Personnes à rencontrer	Buts
Partenaires de la CÉS / CIAFT	4 Réunions Comité pour les travailleuses en situations plus vulnérables
Membres de la CÉS	3 Séances décisionnelles de la Commission (repas)
Représentants du gouvernement du Nouveau-Brunswick	1 Réunion de consultation
Personnel de la CÉS	1 Activité de départ à la retraite
Personnel de la CÉS	1 Activité - 25 ans de service de 4 employés
Personnel de la CÉS	1 Activité pour l'ensemble du personnel
Personnel de la CÉS	2 Dîners conférence (Entraide et Journée internationale de la femme)
Sur invitation de la Présidente	1 Journée de l'équité «Soulignement du 10 ^e anniversaire de la Loi sur l'équité salariale»

c) Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas : 20 403 \$

Frais de représentation : 920 \$

d) Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents :

Colloques et congrès	Participants et participantes	Coûts
Évolution jurisprudentielle – La charte Québécoise : les enjeux de son interprétation	Louise Marchand	167 \$
	Carole Robertson	167 \$
Quelles politiques du travail à l'ère de la mondialisation	Carole Robertson	263 \$
Conférence Avancée sur le droit administratif	Louise Marchand	1 526 \$
Colloque Ressources humaines 2007	Louise Marchand	329 \$
Colloques : Avocats en entreprise	Carole Robertson	463 \$
	Marie Rinfret	356 \$
Tribunal des droits de la personne	Louise Marchand	570 \$
	Marie Rinfret	461 \$
	Carole Robertson	461 \$
La justice se transforme	Marie Rinfret	240 \$
63 ^e Congrès des relations industrielles	Marie Rinfret	525 \$
	Carole Robertson	525 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 10. LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES ET DE TOUTES LES RECHERCHES COMMANDÉS EN 2007-2008 EN INCLUANT LES COÛTS AINSI QUE LA LISTE ET LES COPIES DE TOUS LES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LE CADRE DE LA RÉDACTION DE RAPPORTS ET DES APPELS D'OFFRE**

Liste et copie de tous les sondages et de toutes les recherches commandés en 2007-2008 en incluant les coûts ainsi que la liste et les copies de tous les travaux effectués dans le cadre de la rédaction de rapport et des appels d'offre.

**La réponse à cette question est fournie
à la question 7 des renseignements généraux.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 11. FRAIS DE TRADUCTION ET LISTE DES DOCUMENTS TRADUITS INCLUANT LA LISTE DES CONTRATS ET LE NOM DES FIRMES SÉLECTIONNÉES, DE MÊME QUE LES COÛTS**

Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.

**La réponse à cette question est fournie
à la question 9 des renseignements généraux.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 12. MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC (SIQ) POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR SOUS-CONTRAT EN 2007-2008 - VALEUR DU MANDAT**

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec (SIQ) pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2007-2008. Valeur du mandat.

Aucun.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. LISTE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION PAR ANNÉE DEPUIS SA CRÉATION

Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission par année depuis sa création.	
EXERCICE	FONCTIONNEMENT*
1997-1998	707 000 \$
1998-1999	884 630 \$
1999-2000	928 778 \$
2000-2001	1 305 361 \$
2001-2002	2 324 771 \$
2002-2003	1 879 853 \$
2003-2004	1 286 650 \$
2004-2005	1 390 467 \$
2005-2006	1 399 842 \$
2006-2007	1 473 352 \$
2007-2008	1 338 947 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. ÉTAT DE RÉALISATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION

État de réalisation et des travaux en cours de la Commission

Principales réalisations de la CÉS en 2007-2008

Outre les travaux réguliers reliés à son mandat d'information et de surveillance de l'application de la Loi (information, formation, assistance spécialisée, enquête, vérification, conciliation), au cours de l'année 2007-2008 les principales réalisations de la Commission de l'équité salariale peuvent être décrites ainsi qu'il suit :

- réalisation d'une tournée de formation dans toutes les régions du Québec où près de 1 500 personnes ont été formées;
- organisation d'un événement soulignant de façon particulière le 10^e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'équité salariale, regroupant plus d'une centaine de parlementaires et de représentants des principaux partenaires de la CÉS soit les groupes patronaux et syndicaux et les groupes de femmes;
- soutien à la préparation et participation à la consultation générale en commission parlementaire sur le Rapport du ministre du Travail portant sur le bilan de la mise en œuvre de la Loi sur l'équité salariale.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. DEPUIS LA CRÉATION DE LA COMMISSION, SOMMES INVESTIES EN PUBLICITÉ OU CAMPAGNE D'INFORMATION, VENTILATION PAR ANNÉE, PAR PUBLIC-CIBLE (EMPLOYEUR OU EMPLOYÉ(E)) ET PAR TYPE DE MÉDIAS

Depuis la création de la Commission, sommes investies en publicité ou campagne d'information, ventilation par année, par public-cible (employeur ou employé(e)) et par type de médias.

Exercice	Type de média	Employeurs	Travailleuses	TOTAL
1997-1998	Média écrit	4 090 \$		4 090 \$
1998-1999	Média écrit	5 801 \$	117 164 \$	122 965 \$
1999-2000	Média écrit	59 093 \$	70 755 \$	129 848 \$
2000-2001	Média écrit Radio	35 840	140 371 \$ 5 694 \$	176 211 \$ 5 694 \$
2001-2002	Média écrit Radio Panneaux affichage	341 750 \$ 5 767 \$	90 000 \$ 14 400 \$ 76 547 \$	431 750 \$ 20 167 \$ 76 547 \$
2002-2003	Média écrit		16 104 \$	16 104 \$
2003-2004	Média écrit	71 454 \$		71 454 \$
2004-2005	Média écrit	893 \$	56 062 \$	56 955 \$
2005-2006	Média écrit Radio	2 918	3 312 \$ 100 002 \$	6 230 \$ 100 002 \$
2006-2007	Média écrit		2 827 \$	2 827 \$
2007-2008	Média écrit	2 000 \$	750 \$	2 750 \$

Au cours des années, la Commission de l'équité salariale a privilégié l'envoi direct pour rejoindre les employeurs.

À 12 reprises, elle a adressé des lettres aux employeurs leur rappelant entre autres leurs obligations, les délais, les informant du soutien et de l'aide que pouvait leur apporter la Commission. Au total, environ 570 000 lettres ont été postées, le coût de chacune est estimé à 1 \$ (coût de la poste + coût d'impression + coût du papier et de l'enveloppe + coût de la manipulation), ce qui représente 570 000 \$. Si on ajoute cette somme au montant de 529 606 \$ dépensé en publicité destinée aux employeurs, la Commission a investi au moins 1 099 606 \$ pour joindre les employeurs.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. COPIE DES ÉTUDES, ANALYSES, RECHERCHES, SONDAGES, SCÉNARIOS OU PROJECTIONS CONCERNANT L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DES ENTREPRISES PRIVÉES ET DES SECTEURS PUBLICS ET PARAPUBLICS VISANT À SE CONFORMER À LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE*

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la *Loi sur l'équité salariale*.

État d'avancement des travaux dans les entreprises privées

Selon un sondage de perception réalisé pour la Commission de l'équité salariale (juin 2006) dans le cadre de la production du Rapport du ministre¹, 68% des entreprises québécoises visées par la *Loi sur l'équité salariale* disaient avoir terminé leurs travaux. Cependant sur la base d'une enquête-diagnostic réalisée aussi en 2006, la Commission est en mesure d'affirmer que c'est plutôt une entreprise privée sur deux qui s'est conformée à ses obligations.

État d'avancement des travaux dans le secteur public

L'information est disponible auprès du Conseil du trésor.

État d'avancement des travaux dans le secteur parapublic

Par l'effet de la *Loi sur l'administration publique*, la plupart des organismes paragouvernementaux sont devenus, en juin 2001, indépendants du Conseil du trésor dans le cadre de la *Loi sur l'équité salariale* et sont ainsi devenus des employeurs et des entreprises distinctes aux fins de l'application de la Loi.

Ces organismes ont été touchés par le jugement de la Cour supérieure invalidant le chapitre IX de la *Loi sur l'équité salariale* et ont dû réaliser un programme d'équité salariale sous le régime général de cette Loi.

¹ Pour plus d'information, consulter le *Rapport du ministre du travail sur la mise en œuvre de la Loi sur l'équité salariale* préparé en 2006.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES PAR LA COMMISSION À CE JOUR ET NATURE DES DÉCISIONS AINSI QUE LA LISTE ET UN RÉSUMÉ DES DÉCISIONS RENDUES

Type de dossier ou de domaine	Type de décisions	Nombre de dossiers	Total
Plaintes			2151
	Irrecevables	888	
	Non fondées	122	
	Désistements	190	
	Retraits après intervention de la CÉS	393	
	Correctifs demandés	558	
Différends			91
	Irrecevables	12	
	Désistements	19	
	Retraits après intervention de la CÉS	33	
	Correctifs demandés	27	
Enquêtes à l'initiative de la CÉS			72
	Mandats d'enquête	49	
	Cesse d'agir	4	
	Correctifs demandés	12	
	Avis procédures CRT	7	
Vérifications			35
	Avis procédures CRT	8	
	Cesse d'agir	7	
	Correctifs demandés	20	
Rapports présentés dans le cadre du chapitre IX			185
	Approuvés	149	
	Refusés	19	
	Correctifs demandés	17	
Disparités régionales			57
	Approuvés	56	
	Refusés	1	
Comités sectoriels d'équité salariale			6
	Approuvés	6	
	Refusés	0	
Nombre de représentants au sein du comité d'équité salariale			10
Prolongation de délai pour l'étalement des ajustements salariaux			6
	Approuvés	2	
	Refusés	4	
Préavis de décision		1997	1997
Applications de décision			124
	Avis procédures CRT	11	
	Cesse d'agir	64	
	Correctifs demandés	49	
Grand total :			4734

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. NOMBRE DE DEMANDES D'ASSISTANCE D'ENTREPRISES OU DE PERSONNES CONCERNANT LEUR DÉMARCHE D'ÉQUITÉ SALARIALE

Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale.

Pour l'année 2007-2008 :

■ Demandes de renseignements reçues et traitées :		4 099
- de la part d'entreprises (employeurs, consultants, etc.)	2 064	
- de la part de syndicats	97	
- de la part de personnes salariées	1 727	
- Autres	211	
■ Demandes de documents d'information (incluant le progiciel)		14 606
■ Présences à des sessions d'information et de formation		2 489
■ Consultations du site Internet		88 979
■ Demandes d'assistances spécialisées aux entreprises		464

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES À LA COMMISSION EN VERTU DE LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE*, APERÇU DES PLAINTES ET ÉTAT D'AVANCEMENT DE CELLES-CI

19. Nombre de plaintes déposées à la Commission de l'équité salariale en vertu de la *Loi sur l'équité salariale*. - Aperçu des plaintes et état d'avancement de celles-ci.

Plaintes déposées entre le 1^{er} avril 2007 et le 25 mars 2008 : 389

Objet des plaintes

L'analyse des données concernant les dossiers de plaintes reçues en 2007-2008 révèle que :

Les motifs de plainte les plus souvent invoqués sont :

- des allégations selon lesquelles l'exercice d'équité salariale n'est pas terminé ou les résultats de la démarche ne sont pas à la satisfaction des parties plaignantes;
- la mauvaise foi, les agissements arbitraires ou discriminatoires, ou la négligence grave dans la démarche d'équité salariale;
- l'équité salariale n'est pas maintenue dans l'entreprise;
- des allégations de représailles.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. NOMBRE D'AMENDES DONNÉES PAR LA COMMISSION EN VERTU DU CHAPITRE VII DE LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE*, VENTILATION PAR MONTANT DES AMENDES, TYPE D'INFRACTION, SECTEUR D'ACTIVITÉ DES EMPLOYEURS

Nombre d'amendes données par la Commission en vertu du chap. VII de la *Loi sur l'équité salariale*, ventilation par montant des amendes, type d'infraction, secteur d'activité des employeurs.

Aucune amende n'a été imposée en vertu de la *Loi sur l'équité salariale*.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. EFFECTIFS DE LA COMMISSION (TOTAL, FEMMES, PERSONNES HANDICAPÉES, MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES, AUTOCHTONES, ANGLOPHONES)

Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones).

Les effectifs	54
Personnes nommées par le gouvernement :	+ 3
	57

Nombre de femmes :	39
--------------------	----

Nombre de personnes handicapées :	0
-----------------------------------	---

Nombre de personnes membres des communautés culturelles :	2
--	---

Nombre de personnes autochtones :	0
-----------------------------------	---

Nombre de personnes anglophones :	1
-----------------------------------	---

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

22. LISTE DE TOUS LES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES PARTICULIERS OU DES ENTREPRISES

Liste de tous les contrats de moins de 25 000 \$ octroyés à des particuliers ou des entreprises, incluant le nom du particulier ou de l'entreprise, le montant et la nature du contrat. Pour une entreprise, le nom de la personne en charge du contrat pour cette entreprise, ainsi que le nom du (ou des) propriétaire(s) de l'entreprise.

**La réponse à cette question est fournie
à la question 9 des renseignements généraux.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. COMBIEN D'ENTREPRISES (CHIFFRE ET POURCENTAGE) ONT TERMINÉ UNE DÉMARCHE D'ÉQUITÉ SALARIALE

Combien d'entreprises (chiffre et pourcentage) ont terminé une démarche d'équité salariale, incluant celles qui ont fait une démarche, mais n'ont pas constaté d'écart salarial entre les emplois à prédominance féminine et les emplois à prédominance masculine. Inclure la méthodologie qui sous-tend le calcul.

Résultats :

Selon l'enquête-diagnostic réalisée dans le cadre du Rapport du ministre du travail (2006), 47% ou 22924 entreprises ont terminé leur exercice d'équité salariale.

Entreprises ayant terminé leur exercice d'équité salariale (% et nombre)								
Entreprises ayant terminé	Entreprises 10-49		Entreprises 50-99		Entreprises 100+		Total	
	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
	44%	17882	59%	3009	56%	2033	47%	22924

Parmi les entreprises qui ont terminé leur exercice d'équité salariale (47%)

- 32 % d'entre elles ont terminé et ont constaté des écarts à corriger
- 33% d'entre elles ont terminé sans constater d'écart après avoir comparé les catégories d'emplois à prédominance féminine et masculine équivalentes.
- 35% d'entre elles ont terminé sans constater d'écart parce qu'elles n'avaient pas identifié de catégories d'emplois à prédominance féminine.

Répartition des entreprises ayant terminé leur exercice d'équité salariale selon qu'elles ont ou non constaté des écarts (% et nombre)								
	Entreprises 10-49		Entreprises 50-99		Entreprises 100+		Total	
	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Entreprises ayant constaté des écarts	26%	4650	29%	873	54%	1098	32%	6621
Entreprises n'ayant pas constaté d'écart (sans * CEPF)	37%	6616	44%	1324	19%	386	35%	8326
Entreprises n'ayant pas constaté d'écart (même si ** CEPF et CEPM)	37%	6616	27%	812	27%	549	33%	7977
Total	100%	17882	100%	3009	100%	2033	100%	22924

Méthodologie :

- Les pourcentages des deux tableaux précédents sont issus des Tableaux XXI, page 55 et XXV11, page 59 du *Rapport du Ministre du travail sur la mise en œuvre de la Loi sur l'équité salariale* (novembre 2006).
- Ces résultats proviennent de la phase 1 de *l'Enquête sur l'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale dans les entreprises du Québec*, réalisée en 2006, par la Firme Jolicoeur et associés auprès de 1603 entreprises, avec une marge d'erreur de 2.39%, 19 fois sur 20.
- Les nombres d'entreprises figurant dans les tableaux précédents sont calculés à partir du Tableau I, page 33 du *Rapport du Ministre*, pour les entreprises existantes en 1997 et devant avoir réalisé leur exercice d'équité salariale en 2001.
- Les données sur les entreprises proviennent de l'examen des bases de données du registre des entreprises (BDRE) de Statistiques Canada, de décembre 1997, fait par l'Institut de la statistique du Québec, à la demande de la Commission de l'équité salariale.

* CEPF : Catégorie d'emplois à prédominance féminine
** CEPM : Catégorie d'emplois à prédominance masculine

ÉTUDE DES CRÉDITS

2008-2009

**Demande de renseignements particuliers
du deuxième groupe d'opposition**



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION OFFICIELLE

Table des matières

5. Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission par année depuis sa création.
6. État de réalisation et des travaux en cours de la Commission
7. Depuis la création de la Commission, sommes investies en publicité, ventilation par année et par type de médias.
8. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la *Loi sur l'équité salariale*.
9. Nombre de décisions rendues par la commission à ce jour et nature des décisions.
10. Nombre d'autorisations données en 2007-2008 à des employeurs d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient..
11. Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale.
12. Nombre de plaintes déposées à la Commission de l'équité salariale en vertu de la *Loi sur l'équité salariale*. Aperçu des plaintes et état d'avancement de celles-ci.
13. Nombre d'amendes données par la Commission en vertu du chapitre VII de la *Loi sur l'équité salariale*, ventilation par montant des amendes, type d'infraction, secteur d'activités des employeurs.
14. Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones).

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

5. LISTE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION PAR ANNÉE DEPUIS SA CRÉATION

Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission par année depuis sa création.	
EXERCICE	FONCTIONNEMENT*
1997-1998	707 000 \$
1998-1999	884 630 \$
1999-2000	928 778 \$
2000-2001	1 305 361 \$
2001-2002	2 324 771 \$
2002-2003	1 879 853 \$
2003-2004	1 286 650 \$
2004-2005	1 390 467 \$
2005-2006	1 399 842 \$
2006-2007	1 473 352 \$
2007-2008	1 338 947 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

6. ÉTAT DE RÉALISATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION

État de réalisation et des travaux en cours de la Commission

Principales réalisations de la CÉS en 2007-2008

Outre les travaux réguliers reliés à son mandat d'information et de surveillance de l'application de la Loi (information, formation, assistance spécialisée, enquête, vérification, conciliation), au cours de l'année 2007-2008 les principales réalisations de la Commission de l'équité salariale peuvent être décrites ainsi qu'il suit :

- réalisation d'une tournée de formation dans toutes les régions du Québec où près de 1 500 personnes ont été formées;
- organisation d'un événement soulignant de façon particulière le 10^e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'équité salariale , regroupant plus d'une centaine de parlementaires et de représentants des principaux partenaires de la CÉS soit les groupes patronaux et syndicaux et les groupes de femmes;
- soutien à la préparation et participation à la consultation générale en commission parlementaire sur le Rapport du ministre du Travail portant sur le bilan de la mise en œuvre de la Loi sur l'équité salariale.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

7. DEPUIS LA CRÉATION DE LA COMMISSION, SOMMES INVESTIES EN PUBLICITÉ OU CAMPAGNE D'INFORMATION, VENTILATION PAR ANNÉE, PAR PUBLIC-CIBLE (EMPLOYEUR OU EMPLOYÉ(E)) ET PAR TYPE DE MÉDIAS

Depuis la création de la Commission, sommes investies en publicité ou campagne d'information, ventilation par année, par public-cible (employeur ou employé(e)) et par type de médias.				
Exercice	Type de média	Employeurs	Travailleuses	TOTAL
1997-1998	Média écrit	4 090 \$		4 090 \$
1998-1999	Média écrit	5 801 \$	117 164 \$	122 965 \$
1999-2000	Média écrit	59 093 \$	70 755 \$	129 848 \$
2000-2001	Média écrit Radio	35 840	140 371 \$ 5 694 \$	176 211 \$ 5 694 \$
2001-2002	Média écrit	341 750 \$	90 000 \$	431 750 \$
	Radio	5 767 \$	14 400 \$	20 167 \$
	Panneaux affichage		76 547 \$	76 547 \$
2002-2003	Média écrit		16 104 \$	16 104 \$
2003-2004	Média écrit	71 454 \$		71 454 \$
2004-2005	Média écrit	893 \$	56 062 \$	56 955 \$
2005-2006	Média écrit Radio	2 918	3 312 \$ 100 002 \$	6 230 \$ 100 002 \$
2006-2007	Média écrit		2 827 \$	2 827 \$
2007-2008	Média écrit	2 000 \$	750 \$	2 750 \$
<p>Au cours des années, la Commission de l'équité salariale a privilégié l'envoi direct pour rejoindre les employeurs.</p> <p>À 12 reprises, elle a adressé des lettres aux employeurs leur rappelant entre autres leurs obligations, les délais, les informant du soutien et de l'aide que pouvait leur apporter la Commission. Au total, environ 570 000 lettres ont été postées, le coût de chacune est estimé à 1 \$ (coût de la poste + coût d'impression + coût du papier et de l'enveloppe + coût de la manipulation), ce qui représente 570 000 \$. Si on ajoute cette somme au montant de 529 606 \$ dépensé en publicité destinée aux employeurs, la Commission a investi au moins 1 099 606 \$ pour joindre les employeurs.</p>				

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION OFFICIELLE

8. COPIE DES ÉTUDES, ANALYSES, RECHERCHES, SONDAGES, SCÉNARIOS OU PROJECTIONS CONCERNANT L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DES ENTREPRISES PRIVÉES ET DES SECTEURS PUBLICS ET PARAPUBLICS VISANT À SE CONFORMER À LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE*

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la *Loi sur l'équité salariale*.

État d'avancement des travaux dans les entreprises privées

Selon un sondage de perception réalisé pour la Commission de l'équité salariale (juin 2006) dans le cadre de la production du Rapport du ministre¹, 68% des entreprises québécoises visées par la *Loi sur l'équité salariale* disaient avoir terminé leurs travaux. Cependant sur la base d'une enquête-diagnostic réalisée aussi en 2006, la Commission est en mesure d'affirmer que c'est plutôt une entreprise privée sur deux qui s'est conformée à ses obligations.

État d'avancement des travaux dans le secteur public

L'information est disponible auprès du Conseil du trésor.

État d'avancement des travaux dans le secteur parapublic

Par l'effet de la *Loi sur l'administration publique*, la plupart des organismes paragouvernementaux sont devenus, en juin 2001, indépendants du Conseil du trésor dans le cadre de la *Loi sur l'équité salariale* et sont ainsi devenus des employeurs et des entreprises distinctes aux fins de l'application de la Loi.

Ces organismes ont été touchés par le jugement de la Cour supérieure invalidant le chapitre IX de la *Loi sur l'équité salariale* et ont dû réaliser un programme d'équité salariale sous le régime général de cette Loi.

¹ Pour plus d'information, consulter le *Rapport du ministre du travail sur la mise en œuvre de la Loi sur l'équité salariale* préparé en 2006.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

9. NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES PAR LA COMMISSION À CE JOUR ET NATURE DES DÉCISIONS AINSI QUE LA LISTE ET UN RÉSUMÉ DES DÉCISIONS RENDUES

Type de dossier ou de domaine	Type de décisions	Nombre de dossiers	Total
Plaintes			2151
	Irrecevables	888	
	Non fondées	122	
	Désistements	190	
	Retraits après intervention de la CÉS	393	
	Correctifs demandés	558	
Différends			91
	Irrecevables	12	
	Désistements	19	
	Retraits après intervention de la CÉS	33	
	Correctifs demandés	27	
Enquêtes à l'initiative de la CÉS			72
	Mandats d'enquête	49	
	Cesse d'agir	4	
	Correctifs demandés	12	
	Avis procédures CRT	7	
Vérifications			35
	Avis procédures CRT	8	
	Cesse d'agir	7	
	Correctifs demandés	20	
Rapports présentés dans le cadre du chapitre IX			185
	Approuvés	149	
	Refusés	19	
	Correctifs demandés	17	
Disparités régionales			57
	Approuvés	56	
	Refusés	1	
Comités sectoriels d'équité salariale			6
	Approuvés	6	
	Refusés	0	
Nombre de représentants au sein du comité d'équité salariale			10
Prolongation de délai pour l'étalement des ajustements salariaux			6
	Approuvés	2	
	Refusés	4	
Préavis de décision		1997	1997
Applications de décision			124
	Avis procédures CRT	11	
	Cesse d'agir	64	
	Correctifs demandés	49	
Grand total :			4734

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

10. NOMBRE D'AUTORISATIONS DONNÉES EN 2007-2008 À DES EMPLOYEURS D'ÉTABLIR UN PROGRAMME DISTINCT APPLICABLE À UN OU PLUSIEURS ÉTABLISSEMENTS SI DES DISPARITÉS RÉGIONALES LE JUSTIFIENT

Nombre d'autorisations données en 2007-2008 à des employeurs d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient.

- Aucune autorisation donnée en 2007-2008.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

11. NOMBRE DE DEMANDES D'ASSISTANCE D'ENTREPRISES OU DE PERSONNES CONCERNANT LEUR DÉMARCHE D'ÉQUITÉ SALARIALE

Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale.

Pour l'année 2007-2008 :

■ Demandes de renseignements reçues et traitées :		4 099
- de la part d'entreprises (employeurs, consultants, etc.)	2 064	
- de la part de syndicats	97	
- de la part de personnes salariées	1 727	
- Autres	211	
■ Demandes de documents d'information (incluant le progiciel)		14 606
■ Présences à des sessions d'information et de formation		2 489
■ Consultations du site Internet		88 979
■ Demandes d'assistances spécialisées aux entreprises		464

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

12. NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES À LA COMMISSION EN VERTU DE LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE*, APERÇU DES PLAINTES ET ÉTAT D'AVANCEMENT DE CELLES-CI

19. Nombre de plaintes déposées à la Commission de l'équité salariale en vertu de la *Loi sur l'équité salariale*. - Aperçu des plaintes et état d'avancement de celles-ci.

Plaintes déposées entre le 1^{er} avril 2007 et le 25 mars 2008 : 389

Objet des plaintes

L'analyse des données concernant les dossiers de plaintes reçues en 2007-2008 révèle que :

Les motifs de plainte les plus souvent invoqués sont :

- des allégations selon lesquelles l'exercice d'équité salariale n'est pas terminé ou les résultats de la démarche ne sont pas à la satisfaction des parties plaignantes;
- la mauvaise foi, les agissements arbitraires ou discriminatoires, ou la négligence grave dans la démarche d'équité salariale;
- l'équité salariale n'est pas maintenue dans l'entreprise;
- des allégations de représailles.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS
PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

13. NOMBRE D'AMENDES DONNÉES PAR LA COMMISSION EN VERTU DU
CHAPITRE VII DE LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE*, VENTILATION PAR
MONTANT DES AMENDES, TYPE D'INFRACTION, SECTEUR D'ACTIVITÉ DES
EMPLOYEURS

Nombre d'amendes données par la Commission en vertu du chap. VII de la *Loi sur l'équité salariale*, ventilation par montant des amendes, type d'infraction, secteur d'activité des employeurs.

Aucune amende n'a été imposée en vertu de la *Loi sur l'équité salariale*.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

14. EFFECTIFS DE LA COMMISSION (TOTAL, FEMMES, PERSONNES HANDICAPÉES, MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES, AUTOCHTONES, ANGLOPHONES)

Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones).

Les effectifs	54
Personnes nommées par le gouvernement :	+ <u>3</u>
	57

Nombre de femmes :	39
--------------------	----

Nombre de personnes handicapées :	0
-----------------------------------	---

Nombre de personnes membres des communautés culturelles :	2
--	---

Nombre de personnes autochtones :	0
-----------------------------------	---

Nombre de personnes anglophones :	1
-----------------------------------	---